


Cfdt

SYNDICALISME HEBDO

CHIMIE ENERGIE

CAOUTCHOUC • CHIMIE • INDUSTRIES ÉLECTRIQUES ET GAZIÈRES • PAPIER-CARTON • PÉTROLE • PHARMACIE • PLASTURGIE • VERRE

EDITO

INDIVIDUALISME ET SOCIÉTÉ

SOMMAIRE

1 EUROPE :

Centrales thermiques bulgares : la FCE-CFDT soutien PODKREPA énergie !

2 PHARMACIE :

La CFDT gagne les élections chez SARD

3 SYNDICAT BASSE-NORMANDIE :

Décliner le pacte du pouvoir de vivre dans nos négociations d'entreprise

• SYNDICALISME HEBDO

DU 23 MAI 2019 /
DIRECTEUR DE LA PUBLICATION :
FRÉDÉRIC SÈVE /
N° CPPAP 0422 S 05551 /
IMPRIMERIE WAGRAM ÉDITIONS
8 RUE SALVADOR ALLENDE / 95870 BEZONS

• L'HEBDO DE LA FCE

47-49, AVENUE SIMON BOLIVAR /
75950 PARIS CEDEX 19 /
TEL. : 01 56 41 53 00 /
CRÉDITS PHOTOS : FCE-CFDT

Dans le cadre de la RGPD, la FCE-CFDT s'engage sur tous ses supports de respecter les données personnelles de ses adhérents et sur la transparence de leur utilisation. Pour toutes informations, vous pouvez contacter le responsable au sein du secteur communication via communication@fce.cfdt.fr.



Vous pouvez retrouver et télécharger les articles de l'hebdosur Internet, site FCE : www.fce.cfdt.fr e-mail : fce@fce.cfdt.fr

PAGES SPÉCIALES À SYNDICALISME HEBDO
n° 3686 > 23 MAI 2019

La notion d'individualisme n'est pas nouvelle.

Déjà, à la Renaissance, l'individualisme renvoie à une nouvelle manière de vivre et de concevoir sa destinée, de maîtriser sa vie en étant libre et responsable. L'individualisme est alors indissociable de la modernité et de la démocratie. Il signifie que l'individu s'arrache à l'emprise de la communauté et des institutions afin de prendre en main sa propre destinée, qu'il est indépendant, autonome et responsable de ses choix. L'individualisme est alors vu comme facteur de dynamisme et de construction de l'individu, de son émancipation.

Cette vision de l'individualisme a grandi jusqu'à l'ère industrielle, s'est renforcée avec Mai 68 et cet élan incroyable de liberté où chacun, chacune, pourrait vivre ses rêves dans une société organisée, mais non contraignante. Son rôle serait de garantir les besoins fondamentaux, la sécurité de tous, sans restreindre l'expansion de

chacun à devenir ce qu'il aspire à être. Les individus ont délégué à l'Etat et à la négociation entre les partenaires sociaux le soin d'organiser cette possible émancipation personnelle au sein de la collectivité.

Dans notre XXI^{ème} siècle, l'individualisme ne reflète plus l'émancipation d'antan. Dans une société en quête de sens et de cohésion sociale, il relève plus du repli sur soi que du partage de buts et d'idéaux. Pour la FCE-CFDT, « faire société » impose au contraire une adhésion à un projet commun, un partage de buts collectifs qui assurent un avenir à toutes et à tous. Chaque individu peut alors y trouver un intérêt personnel. Les efforts, les contributions de chacun, la solidarité, font alors sens et bénéficient à tous.

La crise que traversent l'Union européenne et notre pays, montre combien notre société s'est éloignée des problèmes quotidiens et des attentes des citoyens. Les inégalités sont croissantes, vécues pour beaucoup comme de véritables injustices. Mais

cette crise peut aussi être une opportunité pour proposer un nouveau modèle de société qui réponde aux défis économiques sociaux et environnementaux, qui assure une place et une reconnaissance à chaque individu. Avec le « pacte du pouvoir de vivre », la CFDT avec d'autres organisations syndicales et de grands acteurs de la vie associative, entend bien contribuer à définir ce nouveau projet commun, à créer un modèle de société qui génère égalité, justice, solidarité et sauvegarde de la terre. Loin d'un individualisme synonyme de repli sur soi et de rejet de l'autre, ce pacte politique, social et écologique est l'occasion pour chaque individu de retrouver toute sa place dans notre société. •

EN BRÈF

PHARMACIE : BRAVOS AUX ÉQUIPES CFDT DE B. BRAUN

Les élections professionnelles viennent de se dérouler chez B. Braun Médical. La CFDT est la 2^e organisation syndicale avec 28,7% derrière FO (31,6%), soit 26 voix d'écart.

La CFDT fait 100% à Ludres, 67% à Saint-Jean-de-Luz et 34,9% à Chasseneuil-du-Poitou. Malgré une situation très difficile, elle se maintient à Saint-Cloud (13%), mais n'est pas représentative à Nogent-le-Rotrou.

La liaison se réunira pour tirer le bilan des élections et établir le plan d'action et de développement pour cette mandature.

La FCE-CFDT remercie les équipes pour leur investissement dans la réussite de ces élections et souhaite à Marie-Madeleine une bonne retraite. C'est aujourd'hui à Fabrice de prendre la relève comme DSC. La fédération l'accompagnera et le soutiendra dans cette nouvelle responsabilité. •

ENQUÊTE COM NOUS AVONS ENCORE BESOIN DE VOUS

Vous êtes déjà 175 à avoir répondu notre enquête sur les supports de communication.

Vos réponses nous aideront à faire évoluer notre communication pour la prochaine mandature.

Vous trouverez ci-dessous le lien ou le qr code :

<https://goo.gl/18MgJH>



Merci de votre participation ! •

EUROPE

CENTRALES THERMIQUES BULGARES : LA FCE-CFDT SOUTIEN PODKREPA ÉNERGIE

Le 17 avril dernier, la FCE-CFDT a reçu le président du syndicat bulgare de l'énergie, Dimitar Chalakov, pour échanger sur l'avenir du secteur de l'énergie en Bulgarie et plus particulièrement de celui des centrales thermiques. Nous avons à cette occasion défini un plan de travail commun pour soutenir nos amis bulgares en vue des transitions énergétiques à venir. Erwan Le Quellec a apporté son expertise sur la fermeture de centrales thermiques en France.

Ces travaux s'inscrivent dans le cadre de la nouvelle coopération que nous avons développée en 2018 avec le syndicat PODKREPA ; Ce syndicat libre a été créé en 1991 en même temps que la révolution démocratique se déroulait.

Comme l'ensemble des Etats membres de l'Union européenne, la Bulgarie est



soumise aux dispositions du paquet hiver défini par la Commission européenne. Ce sont aux pays de définir leur propre politique énergétique et le gouvernement bulgare n'a actuellement aucune position sur le sujet, ce qui inquiète Dimitar pour les 16000 salariés concernés. Sur les sept centrales, une seule est sous statut national, les autres ont été privatisées et sont entre autres aux mains d'entreprises américaines et Tchèques. Cette centrale produit 33% de la production nationale d'électricité pour 5 régions et si la décision était

de l'arrêter, il n'existe actuellement aucun projet de remplacement. Ce qui politiquement introduit aussi la notion d'indépendance énergétique de la Bulgarie.

Ce sont pour ces raisons que nous avons décidé d'aider PODKREPA à obtenir des informations précises de la part du gouvernement tout en revendiquant la poursuite du fonctionnement de la centrale. Dimitar est dans l'approche d'anticipation de la transformation énergétique et la FCE-CFDT sera présente pour l'aider dans ce sens. •

POLITIQUE INDUSTRIELLE

INDUSTRIE AUTOMOBILE : SIGNATURE D'UN ACCORD SUR L'EMPLOI ET LES COMPÉTENCES

La plateforme automobile, qui rassemble la filière automobile en France, les branches de la métallurgie, de la plasturgie et du caoutchouc de la filière, dont la CFDT (FGMM et FCE) ont signé le 12 avril 2019 avec les l'Etat : l'Engagement de Développement de l'Emploi et des Compétences (EDEC) du secteur automobile.

Cet EDEC, porte sur trois ans, il permet d'obtenir des co-financements de l'Etat et des régions pour les actions de gestion des ressources humaines menées par les entreprises.

Ces soutiens s'articulent autour de 4 axes : l'attractivité des entreprises de la filière, le développement de l'alternance, le développement des compétences et la sécurisation des parcours des salariés, et enfin l'anticipation

des impacts des mutations économiques.

La mise en œuvre des différentes actions sera soutenue par l'OPCO 2i.

Ces financements doivent notamment aider les PME à faire face aux mutations technologiques induisant de réelles ruptures dans le modèle historique de la filière. Le développement de l'automatisation et de l'intégration numérique des processus de fabrication fait également évoluer en profondeur les métiers. Ainsi le financement servira également à accompagner les PME dans leur repositionnement et dans l'adaptation des compétences de leurs salariés à de nouveaux métiers : véhicule autonome et connecté, nouvelles motorisations (hybrides, électriques, à

hydrogène), nouveaux usages et solutions de mobilité.

La filière automobile, ce sont 400 000 emplois industriels directs, près d'un million avec les services. Ce sont 25 000 recrutements annuels dans l'industrie dont 8 000 ingénieurs, 6 000 techniciens et 9 000 ouvriers, avec des métiers en recul et surtout beaucoup de métiers en mutation.

La CFDT - FCE et FGMM - signataire de cet EDEC, partage les ambitions contenues dans ce texte dans une période de bouleversement pour l'industrie automobile. Il est primordial de pouvoir anticiper, accompagner, soutenir les salariés et les entreprises dans cette période. •

SYNDICALISME HEBDO

CHIMIE ENERGIE

PHARMACIE

LA CFDT GAGNE LES ÉLECTIONS CHEZ SARD

Les salariés des quatre sites de Sanofi-Aventis Recherche et Développement (SARD), soit environ 4 000 personnes, ont voté en mars et avril derniers pour élire leurs nouveaux membres de CSE, et constituer leur CSE-central.

A nouvelle instance, nouvelle victoire !

Grâce à une belle progression à Montpellier (+8 points à 36,6%) et à Vitry-Alfortville (+2,5 points à 58,5%), et malgré une baisse à Chilly-Mazarin (-1,3 points à 24,3%) et à Strasbourg (-33 points à 19,4%), la CFDT progresse de 1,8 points à 41%.

Ces beaux résultats électoraux renforcent la CFDT en tant que première OS et permettent d'obtenir le secrétariat des CSE de Mont-

pellier et de Vitry, d'avoir 8 représentants titulaires sur 18 au CSE-C, et d'envisager de pouvoir conserver le secrétariat. Ils contribuent aussi à augmenter la



représentativité de la CFDT chez Sanofi, en constituant une véritable reconnaissance pour les équipes syndicales de la part des salariés :

« Nous sommes en phase avec eux, nous sommes à leur écoute, nous avons fait les choix qui correspondaient à leurs attentes. Nous pouvons en être fiers ! » La motivation des équipes s'en trouve renforcée pour les quatre ans à venir.

Les DSC et les équipes remercient les adhérents pour leur soutien, ainsi que tous ceux qui les ont aidés : syndicats, coordination, militants des autres sociétés Sanofi et fédération.

La FCE-CFDT félicite les DSC et leurs équipes pour leur travail de proximité accompli dans un contexte social difficile, et salue leur engagement dans la défense et la représentation des salariés, tout au long de la précédente mandature. •

EN BREF

PHARMACIE LIAISON OCP, BILAN DE LA GRÈVE NAO



La liaison OCP, lors de la réunion des 28 et 29 mars, a fait le point sur le mouvement de grève du jeudi 21 mars (près de 75% des 44 agences impactées) et sur ses conséquences. Cette grève faisait suite aux propositions inacceptables de la direction générale lors des NAO. Le bilan est positif puisque la DG est revenue dès le lundi suivant à la table des négociations, et qu'un accord salaire a été signé par toutes les organisations syndicales. Pour la FCE-CFDT, le rapport de force initié par la CFDT, première organisation syndicale chez OCP, a permis de faire aboutir les revendications salariales défendues par les équipes.

La deuxième journée de travaux a permis aux militants de mieux appréhender les sujets de l'épargne salariale. Une intervention d'Idéforce a rappelé que la participation, imposée par la loi, donne aux salariés la possibilité de disposer d'une quote-part du bénéfice de leur entreprise. En revanche, l'accord d'intéressement, non obligatoire, intègre, lui, une dimension sociale et environnementale à travers le choix de critères à négocier, et valorise ainsi la performance globale et collective de l'entreprise. •

SYNDICAT CHAMPAGNE ARDENNES

JOURNEE PARTICIPATIVE EN CHAMPAGNE ARDENNES

Le syndicat Champagne Ardennes s'est réuni ce 14 mai, sous l'égide de son nouveau secrétaire général : Baptiste Leroy. Pour une journée axée principalement sur le partage des revendications et pratiques syndicales dans le cadre des négociations d'accord d'entreprise.

Le syndicat souhaitait travailler sur cet axe pour que les équipes soient prêtes à aborder les négociations en maîtrisant tous les rouages. Depuis la loi Travail, les ordonnances Macron, des modifications structurantes ont été introduites dans la conduite des négociations : la validité des accords qui nécessite un ou des signataires majoritaires, la mise en œuvre du référendum qui doit être conduit de A à Z par les négociateurs que l'on soit signataire de l'accord qui y est soumis ou pas. Le calcul



de la représentativité de chaque OS, préalable incontournable, le contenu des accords, leurs effets, les clauses de dénonciation, révision. Maîtriser ces rouages confère crédibilité et sécurité à nos négociations.

Cet axe de travail a été vecteur d'échanges riches et denses. Cette interactivité a permis aux militants de partager leurs expériences, leurs pratiques, leurs difficultés, leurs réussites aussi en matière de négociations. Si le thème du CSE, occupe le devant de la

scène pour l'année 2019, il n'en reste pas moins que les militants CFDT œuvrent sur tous les thèmes pour négocier au plus près des intérêts des salariés. Aussi le syndicat a traité la prise en charge du handicap, présentée par l'Uri Grand Est.

N'oublions pas de valoriser nos négociations, elles démontrent que la CFDT obtient chaque jour, dans les entreprises des avancées sociales réelles pour les salariés. •

EN BREF

SANOFI
VRAI OU FAUX ?

Après avoir été force de proposition au sein de la négociation de l'accord de la rupture conventionnelle collective, la CFDT Sanofi Aventis Groupe (SAG) a signé cet accord.

La CFDT SAG découvre un mois après la signature de l'accord par l'intermédiaire du travail de notre expert la décision de la direction du groupe de délocaliser une partie des fonctions supports (la comptabilité générale, & client, l'administration achat & paie) à Budapest en Hongrie ce qui représente 250 postes.

La CFDT SAG trouve inadmissible de subir une fois de plus les conséquences de la stratégie de cette direction et en négligeant le dialogue social au sein des instances représentatives du personnel et des organisations syndicales de SAG.

Grace à l'action des salariés SAG organisés par l'ensemble des organisations syndicales, notre directeur général Olivier Brandicourt annonce lors de l'assemblée générale des actionnaires l'abandon de ce projet.

La CFDT se félicite de cette décision, malheureusement de courte durée, car, lors du CSE quelques jours plus tard, le directeur financier Monsieur Renard nous annonce que le projet est suspendu jusqu'en décembre 2020.

La FCE-CFDT demande d'acter rapidement la décision de l'abandon de ce projet et de rétablir une confiance au sein des organisations syndicales et de prendre en considération le bien être des salariés.

Pour la FCE-CFDT, il est également important de négocier un vrai Gestion Prévisionnelle des Emplois et des Compétences à la hauteur des moyens du groupe.

SYNDICAT BASSE-NORMANDIE

DÉCLINER LE PACTE DU POUVOIR DE VIVRE
DANS NOS NEGOCIATIONS D'ENTREPRISE

Le SCEBN s'est réuni le 30 avril pour poursuivre la mise en œuvre de son plan d'actions 2019. Au programme : les formations calendées sur le thème prioritaire des élections CSE avec l'animation de plusieurs modules. Il reste quelques mois encore pour que toutes les sections soient prêtes à relever le challenge de ces élections et à faire gagner la CFDT dans toutes les entreprises ! Il est temps de valoriser auprès des salariés ce que nous négocions et obtenons chaque jour pour faire avancer leurs droits, tant au niveau de l'égalité femmes-hommes, que des conditions de travail, de la rémunération et bien d'autres encore. Veiller à préserver les acquis à en obtenir d'autres, à maintenir l'équilibre des relations de travail, c'est le travail

quotidien mené par les militants de notre organisation au plus près des salariés : dans leur entreprise. Dans cette période de perte de sens du collectif, de perte d'engagement parfois, la CFDT démontre qu'elle est engagée dans un modèle de société porteur de sens et de collectif, de justice sociale, d'équilibre entre productivité et préservation de la planète.

Nos revendications s'appuient sur un véritable projet de société : le pacte du pouvoir de vivre. Dans les 66 propositions contenues dans ce pacte dont notre organisation est cosignataire, nous pouvons décliner dans nos négociations la généralisation des accords de QVT, l'évolution des grilles salariales, revaloriser les minimas sociaux et les faire évoluer au même rythme que les revenus du travail,

lutter contre les recours abusifs aux contrats courts et au temps partiel subi, rendre les stratégies climat des entreprises réellement compatibles avec l'accord de Paris, négocier le partage de la valeur ajoutée au sein des entreprises et avec les sous-traitants. Les militants sont invités à faire connaître, partager, décliner, le pacte social pour donner à chacun le pouvoir de vivre.

Le syndicat organise son assemblée générale annuelle le 25 juin, avec l'ambition de permettre à chaque militant de s'approprier tous les outils cédétistes : espaces web partagés, dispositif ARC, réforme de la formation professionnelle etc. Avec ce bel élan, cette envie de militer, le syndicat est prêt à relever les défis.

SYNDICAT HAUTE-NORMANDIE

L'EUROPE AU CONSEIL DE HAUTE-NORMANDIE

Le 30 avril 2019, lors du Conseil Syndical du Syndicat Chimie Énergie Haute-Normandie à Grand-Quevilly, Bruno Vannoni, délégué fédéral, est venu échanger avec les conseillers sur l'engagement de la CFDT et l'Europe. Il y a un souhait au niveau fédéral de reconstruire le réseau syndical au niveau européen.

Le constat est que le monde entier a été touché par la crise économique de 2008, les pays du sud européen ont été très impactés par cette crise ce qui a sauvé la France c'est sa protection sociale.

Nos engagements fédéraux pris lors de notre dernier congrès à Saint-Malo ont réaffirmé notre attachement à la construction européenne et la solidarité internationale.

En 2021, l'industrie représentera 12% de l'emploi en

Europe, le choix a été de miser sur le service.

3% des fonds européens devant servir à la recherche pourtant ils ne sont pas utilisés actuellement (traité de Lisbonne).

Lors de ce temps d'échanges, les conseillers se sont interrogés sur :

- ▶ La montée du populisme en France et dans les pays de l'UE et de son impact sur les droits des femmes.

- ▶ L'évolution de l'industrie.

- ▶ Un Smic européen savoir un SMIC moyen par état et non un Smic identique.

- ▶ Les soins des migrants. Comment les accueillir décemment.

- ▶ Comment l'Europe est perçue par les jeunes : libre circulation, Erasmus, apprentissage des langues.

- ▶ La transition énergétique.



▶ Le Brexit et le après Brexit.

Également, les conseillers ont remonté le souhait d'avoir plus d'outils de communication sur les enjeux de ces élections pour les déployer plus facilement sur le territoire haut-normand, et sur l'Europe qu'apporte t-elle au quotidien aux salariés ?

Ce moment très constructif et enrichissant, permet de faire un bilan qu'en effet nous n'a pas la même culture, mais on a le même ADN européen.

VOTONS TOUS
LE 26 MAI 2019 •